

diriger et bâtir le Canada. Et ce tiers est des plus importants, son potentiel est énorme pour le Canada, mais à condition qu'il reste ce qu'il est: Canadien-français.

Le Premier Ministre en répondant il y a une semaine à un "conseiller régulier" du Canada, à qui on ne demande jamais d'avis, mais qui nous en donne, a souligné encore une fois la détermination du gouvernement fédéral à amorcer un nouveau départ:

"L'avenir du Canada sera décidé au Canada par des Canadiens. J'ai confiance et je sais que tous les membres de cette chambre ont confiance, dans la capacité et le bon sens de tous les Canadiens, francophones et anglophones, à prendre la décision juste. Ils le feront de leur propre façon et avec leurs propres méthodes démocratiques. Je crois que cette décision nécessitera des changements constitutionnels pour adapter notre fédéralisme à l'actualité et pour assurer, entre autres choses, aux Canadiens français qui forment l'un des deux groupes fondateurs, ou sociétés si vous préférez, culturels et linguistiques, la reconnaissance et le respect de leurs droits au Canada."

D'ici quelques mois, nous serons en mesure de montrer des résultats concrets. Nous aurons alors étudié les effets de la conférence de Toronto, nous nous serons plongés dans le rapport Laurendeau-Dunton. Nous aurons surtout passé un premier test, celui de la Conférence fédérale-provinciale sur les droits fondamentaux des citoyens.

Je voudrais insister sur ce point car il me semble que dans tout le débat, on n'a pas assez appuyé sur son importance. Même les gens éclairés et qui se préoccupent à chaque jour des droits, de la survivance et de la croissance des Canadiens-français ne semblent pas saisir tous les effets de l'introduction dans la constitution des principes d'égalité culturelle et linguistique à travers le Canada. Il ne semble pas qu'on se rende compte au Québec de toutes les implications constitutionnelles d'une telle mesure, de toutes les portes qui seront par le fait même ouvertes aux changements constitutionnels essentiels. En outre, toutes les recommandations du rapport sur le bilinguisme et le biculturalisme seront à l'agenda de cette conférence. Ce sera le point de départ de la mise en place de mesures qui découleront de tous les travaux, de toutes les études, de toutes les commissions et de toutes les confrontations. De la première étape, qui en est une d'information et d'organisation et d'étude, nous passerons à l'action. Je suis certain que les résultats seront heureux pour nos deux communautés et pour l'avenir du Canada.

Cette mesure sera un véritable point tournant, elle nous montrera à tous que la solidarité canadienne existe vraiment, si les hommes au Canada, qu'ils soient de langue anglaise ou française sont prêts à s'accepter comme ils sont. Car c'est de cela qu'il s'agit en définitive, du vouloir vivre ensemble de deux communautés différentes.

Dans cette perspective, les plus récentes discussions officielles auront rendu un énorme service au Canada. Elles auront permis un premier contact dans le nouveau climat d'aujourd'hui. Elles auront permis aux premiers citoyens des provinces de se parler, de se voir, de se comprendre plutôt que d'engager des disputes par la voie des media d'information.